

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Mardi 8 Avril 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le huit avril à dix-neuf heures, le conseil municipal de la commune du Val d'Hazey, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie – salle du conseil, quartier d'Aubevoye, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Philippe COLLAS, Maire, et en présence de :

Messieurs BLONDEL, FERLONI, GRILLAT, JARRY, LEGENDRE, LEJEUNE, SAINTIER, THIERRY, THOREL,

Mesdames BENOIT, BRIATTE, DANIEL, HERSANT, JORAND, PAPI, PERRETO, PINSON, ROUSSEL,

Absents excusés :

Madame CALVARIO
Madame CHABANI
Madame CHALUPET
Madame NEVEU
Madame PAIN
Madame TREMOLLIÈRES
Madame VAN ELSUE
Monsieur COULIBALY
Monsieur DARTOIS

Absents :

Madame MONOT
Monsieur BOUFELLE
Monsieur LEVAIGNEUR

Absents ayant donné pouvoir :

Madame PAIN à Monsieur JARRY
Madame CHABANI à Madame JORAND
Madame CHALUPET à Madame BRIATTE
Madame NEVEU à Monsieur THIERRY
Madame TREMOLLIÈRES à Monsieur SAINTIER
Monsieur COULIBALY à Monsieur BLONDEL
Monsieur DARTOIS à Monsieur LEJEUNE

Secrétaire de séance :

Monsieur LEJEUNE

Date de la convocation :

25 Mars 2025

Nombre de conseillers :

En exercice	31
Présents	19
Pouvoirs	7
Votants	26

09-08-04-25 : PROVISION POUR RISQUES



Toutes les communes, quelle que soit leur taille, sont soumises à un régime de droit commun de provisions pour risques, avec obligation de provisionner en présence de 3 risques principaux (art. R 2321-2 du CGCT) :

- La provision pour contentieux : « dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la commune, une provision est constituée à hauteur du montant estimé par la commune de la charge qui pourrait en résulter en fonction du risque financier encouru. »

- La provision dès l'ouverture d'une procédure collective prévue au livre VI du code du commerce : s'appliquent aux garanties d'emprunts, aux prêts et créances, avances de trésorerie ou participations en capital à un organisme faisant l'objet d'une telle procédure.

- La provision pour recouvrement des restes sur comptes de tiers : une telle provision intervient lorsque, malgré les diligences faites par le Comptable Public, le recouvrement sur compte de tiers est gravement compromis. La provision est constituée à hauteur du risque d'irrécouvrabilité estimé par la commune à partir des éléments d'information communiqués par le Comptable Public.

Dans le cadre d'une démarche de gestion responsable et transparente et dans le respect du principe de prudence énoncé dans l'instruction M57, la commune peut également décider de constituer des provisions dès l'apparition d'un risque potentiel mais non certain, apprécié lors de l'élaboration budgétaire. Le régime de droit commun est le régime des provisions semi-budgétaires qui permet l'inscription dans les dépenses réelles de la collectivité d'une dotation en provision, sans contrepartie en recettes d'investissement. Les provisions seront ajustées annuellement en fonction de l'évolution du risque. Elles donneront lieu à reprise en cas de réalisation du risque ou lorsque ce risque ne sera plus susceptible de se réaliser.

La provision (fixée à 25% de la créance totale) est estimée par la DGFIP sur la base des taux d'encaissement, du contexte général de recouvrement et du nombre de points de recouvrement récupérés suite aux relances. La provision est réévaluée régulièrement en fonction des encaissements réels reçus par la Commune. Ces créances à risque concernent essentiellement des frais de cantine et de garderie. Pour 2025, la DGFIP propose une provision pour risque estimée à 4.732 € (soit 25% du total des créances à risque).

Le Conseil Municipal,

VU l'instruction budgétaire M57,

VU les articles L 2321-2 et L 2321-3 du CGCT,

VU la proposition de la DDFIP,

Sur proposition du rapporteur,

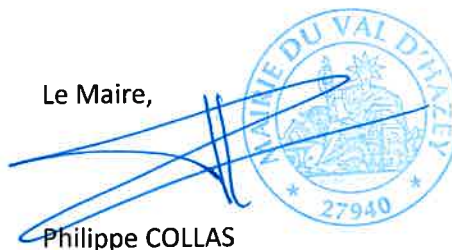
À l'unanimité

APPROUVE la provision pour risque d'un montant de 4.732 € pour l'année 2025.

Fait à Le Val d'Hazey, le 8 Avril 2025

✓ Certifie le caractère exécutoire de cet acte
✓ Informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de 2 mois à compter de l'obtention du caractère exécutoire. Le Tribunal Administratif peut être saisi via l'application informatique « Télécours citoyens » accessible par le site internet www.telercours.fr

Le Maire,



Philippe COLLAS

